

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers d'avril 2002

Excédent budgétaire de 0,9 milliard de dollars en avril 2002

Le gouvernement a enregistré un excédent budgétaire de 0,9 milliard de dollars en avril 2002, en baisse de 2,6 milliards par rapport à l'excédent révisé de 3,5 milliards en avril 2001¹. D'une année sur l'autre, cette diminution de l'excédent est attribuable à la baisse de 2,4 milliards de dollars des recettes budgétaires et à l'augmentation de 0,8 milliard des dépenses de programmes. L'effet de cette situation a été partiellement compensé par une diminution de 0,5 milliard des frais de la dette publique.

La diminution de 2,4 milliards de dollars, ou 14,6 %, des recettes budgétaires d'une année sur l'autre a été répartie dans l'ensemble des principales composantes, à l'exception des droits et des taxes d'accise.

- Les recettes d'impôt sur le revenu des particuliers ont diminué de 2,1 milliards de dollars, soit 24,6 %. La majeure partie de cette diminution est attribuable à la baisse des versements finaux et à l'augmentation des remboursements pour l'année d'imposition 2001. Les versements d'impôt finaux en avril 2001 ont été exceptionnellement élevés, compte tenu, entre autres, des fortes hausses des gains en capital au cours de l'année d'imposition 2000. Cependant, le recul des marchés boursiers en 2001, jumelé à l'incidence de taux d'intérêt plus faibles sur les autres composantes des revenus de placements,

a engendré des versements finaux beaucoup moins élevés et des remboursements plus élevés. Les retenues mensuelles sur le revenu d'emploi ont légèrement diminué en raison du calendrier des encaissements et de l'effet des mesures de réduction des impôts annoncées dans le budget de février 2000 et dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000.

- Les recettes d'impôt des sociétés ont régressé de 0,7 milliard de dollars, soit 30,5 %, principalement en raison de l'augmentation des remboursements, vu la faiblesse des bénéfices des entreprises en 2001.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 2,7 %, principalement en raison de l'abaissement des taux de cotisation (le taux des cotisations salariales s'établit en 2002 à 2,20 \$ par tranche de 100 \$ de gains assurables comparativement à 2,25 \$ en 2001).
- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 0,6 milliard de dollars, ou 23,7 %, reflétant principalement la forte croissance des importations, ce qui a entraîné une hausse des recettes de TPS et des droits de douane à l'importation. Les taxes de vente et d'accise ont également augmenté, principalement à la suite de la hausse des taxes sur le tabac.
- Les recettes non fiscales ont régressé de 14,4 %.

D'une année sur l'autre, les dépenses de programmes ont augmenté de 0,8 milliard de dollars, soit 8,7 %.

¹ L'excédent budgétaire d'avril 2001 avait d'abord été estimé à 4,6 milliards de dollars. Cependant, ce résultat a été affecté par des problèmes de systèmes ayant trait aux remboursements de l'impôt sur le revenu des particuliers et de la taxe sur les produits et services (TPS), ce qui a engendré une surestimation de 1,1 milliard de l'excédent d'avril 2001 et une sous-estimation dans une mesure comparable de l'excédent de mai et de juin. Ceci n'aura pas d'incidence sur les résultats finaux pour l'ensemble de l'année.

La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

	avril	
	2001	2002
	(M\$)	
Opérations budgétaires		
Recettes	16 126	13 776
Dépenses de programmes	-9 226	-10 029
Solde de fonctionnement	6 900	3 747
Frais de la dette publique	-3 389	-2 875
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	3 511	872
Opérations non budgétaires	-3 952	-5 552
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	-441	-4 680
Opérations de change	158	-668
Solde financier net	-283	-5 348
Variation nette des emprunts	70	-940
Variation nette de l'encaisse	-213	-6 288
Encaisse à la fin de la période	5 818	12 965

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets. Les estimations établies pour avril 2001 ont été modifiées par rapport à celles publiées antérieurement.

- Les principaux transferts aux particuliers ont progressé de 0,4 milliard de dollars, ou 12,3 %. La hausse des prestations aux aînés découle de l'augmentation du nombre de personnes admissibles aux prestations et de la majoration des prestations moyennes, qui sont indexées à l'inflation. La progression des prestations d'assurance-emploi est attribuable à la hausse des prestations ordinaires, à la suite de l'augmentation du nombre de bénéficiaires, et aux améliorations apportées au programme.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 53 millions de dollars, soit 2,4 %, en raison de la hausse des transferts en espèces effectuée dans le cadre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux et qui tient compte de l'entente conclue en septembre 2000 par les premiers ministres en vue d'accroître le financement de base, pour le faire passer de 17,3 milliards en 2001-2002 à 18,6 milliards en 2002-2003. La baisse des transferts fiscaux est principalement imputable au calendrier des versements, qui devrait être renversé au cours des prochains mois.

- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont augmenté de 0,4 milliard de dollars, soit 9,2 %. Les subventions et autres transferts et paiements à des sociétés d'État ont diminué, tandis que les dépenses de fonctionnement et les immobilisations ont augmenté. Les variations mensuelles de ces composantes sont attribuables en grande partie au calendrier des versements.

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,5 milliard de dollars, soit 15,2 %, en raison de la baisse de l'encours de la dette portant intérêt et de la diminution du taux d'intérêt effectif moyen à l'égard de cette dette.

Besoins financiers de 4,7 milliards de dollars (opérations de change exclues) en avril 2002

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées,

La revue financière

Tableau 2

Recettes budgétaires

	avril		variation (%)
	2001	2002	
	(M\$)		
Impôts sur le revenu			
Impôt sur le revenu des particuliers	8 539	6 436	-24,6
Impôt sur le revenu des sociétés	2 146	1 492	-30,5
Autres	364	332	-8,8
Total des recettes d'impôt sur le revenu	11 049	8 260	-25,2
Cotisations d'assurance-emploi	1 809	1 760	-2,7
Taxes et droits d'accise			
Taxe sur les produits et services	1 703	2 151	26,3
Droits de douane à l'importation	169	257	52,1
Taxes de vente et d'accise	645	705	9,3
Total des taxes et droits d'accise	2 517	3 113	23,7
Total des recettes fiscales	15 375	13 133	-14,6
Recettes non fiscales	751	643	-14,4
Total des recettes budgétaires	16 126	13 776	-14,6

peu importe le moment où le paiement correspondant est effectué. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire puisqu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires, aux autres comptes à fins déterminées, ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également pris en compte dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 5,6 milliards de dollars en avril 2002, en hausse par rapport à des besoins nets de 4,0 milliards en avril 2001. Cette hausse des besoins est principalement attribuable à des facteurs liés au calendrier qui influent sur l'autre composante des opérations.

Par conséquent, compte tenu d'un excédent budgétaire de 0,9 milliard de dollars et de besoins nets de 5,6 milliards au titre des opérations non budgétaires, il s'est dégagé des besoins financiers (opérations de change exclues) de 4,7 milliards de dollars en avril 2002, comparativement à des besoins de 0,4 milliard en avril 2001.

Besoins financiers nets de 5,3 milliards de dollars en avril 2002

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet d'assurer la liquidité générale des devises étrangères pour l'État et de favoriser l'ordre sur le marché des changes. Il renferme des placements en devises, les réserves d'or de l'État et des actifs ayant trait à l'engagement du Canada envers le Fonds monétaire international (FMI). Le relèvement du niveau des réserves au moyen d'emprunts, de contributions fournies au FMI ou de la vente de dollars canadiens représente un besoin. Par contre, le rabaissement de ce niveau

La revue financière

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	avril		variation (%)
	2001 (M\$)	2002	
Paiements de transfert			
Particuliers			
Prestations aux aînés	2 063	2 166	5,0
Prestations d'assurance-emploi	1 113	1 402	26,0
Total	3 176	3 568	12,3
Autres ordres de gouvernement			
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 441	1 550	7,6
Transferts fiscaux	923	877	-5,0
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-200	-210	5,0
Total	2 164	2 217	2,4
Dépenses de programmes directes			
Subventions et autres programmes			
Agriculture	38	16	-57,9
Affaires étrangères	122	41	-66,4
Santé	10	110	1 000,0
Développement des ressources humaines	26	70	169,2
Affaires indiennes et du Nord	690	609	-11,7
Industrie et développement régional	112	109	-2,7
Anciens combattants	118	143	21,2
Autres	306	163	-46,7
Total	1 422	1 261	-11,3
Paiements aux sociétés d'État			
Société Radio-Canada	200	182	-9,0
Société canadienne d'hypothèques et de logement	158	171	8,2
Autres	221	225	1,8
Total	579	578	-0,2
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital			
Défense	505	580	14,9
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 380	1 825	32,2
Total	1 885	2 405	27,6
Total des dépenses de programmes directes	3 886	4 244	9,2
Total des dépenses de programmes	9 226	10 029	8,7
Frais de la dette publique	3 389	2 875	-15,2
Total des dépenses budgétaires	12 615	12 904	2,3
Poste pour mémoire :			
total des transferts	6 762	7 046	4,2

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	avril	
	2001	2002
	(M\$)	
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	3 511	872
Prêts, placements et avances		
Sociétés d'État	132	13
Autres	-14	8
Total	118	21
Comptes à fins déterminées		
Compte du Régime de pensions du Canada	-400	-129
Comptes de pension de retraite	46	-45
Autres	21	-38
Total	-333	-212
Autres opérations	-3 737	-5 361
Total des opérations non budgétaires	-3 952	-5 552
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	-441	-4 680
Opérations de change	158	-668
Solde financier net	-283	-5 348

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	avril	
	2001	2002
	(M\$)	
Solde financier net	-283	-5 348
Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts		
Payables en dollars canadiens		
Obligations négociables	1 371	-5 200
Bons du Trésor	-700	4 300
Obligations d'épargne du Canada	-1	-57
Autres	0	0
Total	670	-957
Payables en devises		
Obligations négociables	0	0
Billets et prêts	0	0
Bons du Canada	-490	17
Billets du Canada	-110	0
Total	-600	17
Variation nette des emprunts	70	-940
Variation de l'encaisse	-213	-6 288

La revue financière

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2002	30 avril 2002	variation
		(M\$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	41 014	39 486	-1 528
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	127 209	127 164	-45
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 756	6 627	-129
Autres régimes de retraite et autres comptes	7 454	7 416	-38
Total des régimes de retraite et autres comptes	141 419	141 207	-212
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	293 865	288 665	-5 200
Bons du Trésor	94 200	98 500	4 300
Obligations d'épargne du Canada	23 759	23 702	-57
Autres	3 390	3 390	0
Total partiel	415 214	414 257	-957
Payable en devises	27 033	27 050	17
Total de la dette non échue	442 247	441 307	-940
Total de la dette portant intérêt	583 666	582 514	-1 152
Total du passif	624 680	622 000	-2 680
Actif			
Encaisse et débiteurs	14 796	13 635	-1 161
Comptes d'opérations de change	52 119	51 451	-668
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	16 387	16 408	21
Total de l'actif	83 302	81 494	-1 808
Déficit accumulé (dette publique nette)¹	541 378	540 506	-872

¹ Selon un solde financier de 6 milliard de dollars en 2001-2002.

constitue une ressource. Compte tenu de tous ces facteurs, le mois d'avril 2002 a été marqué par des besoins nets de 0,7 milliard de dollars, comparativement à des ressources nettes de 0,2 milliard en avril 2001.

Avec un excédent budgétaire de 0,9 milliard de dollars, des besoins nets de 5,6 milliards au chapitre des opérations non budgétaires et des besoins nets de 0,7 milliard au titre des opérations de change, les besoins financiers nets s'établissaient à 5,3 milliards de dollars en avril 2002, contre 0,3 milliard en avril 2001.

Légère baisse des emprunts nets

Ces besoins financiers ont été financés au moyen d'une réduction de 6,3 milliards de dollars des soldes d'encaisse, ce qui a entraîné une diminution de 0,9 milliard des emprunts nets. Les soldes d'encaisse s'élevaient à 13,0 milliards à la fin d'avril 2002. Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, comme l'échéance périodique des grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement à chaque mois.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.

Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Peter DeVries, au (613) 996-7397.

Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également

à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.

This publication is also available in English.

Juillet 2002

